

ALTERNANCE POLITIQUE AU CAMEROUN : Leurre ou lueur d'espoir...

SOMMAIRE

- EDITORIAL
- REPARTITION DES POSTES STRATEGIQUES DANS L'ESTABLISHMENT
- LA GENESE DES PARTIS POLITIQUES DANS LA MONDE ET AU CAMEROUN
- LES PARTIS POLITIQUES CAMEROUNAIS SEIZE ANS APRES L'AVENEMENT DE LA DEMOCRATIE
- FORCES ET FAIBLESSES DES PARTIS REPRESENTES DANS LES INSTANCES DIRIGEANTES AU CAMEROUN
- LA DEFINITION DE LA POLITIQUE NATIONALE : LE RDPC A LA TRAINÉ
- LA QUESTION DE L'ALTERNANCE AU POUVOIR ET LES PARTIS POLITIQUES CAMEROUNAIS

Le cri citoyen d'une femme



CRI CITOYEN D'UNE FEMME

Pauline BIYONG

Le 22 septembre 2006, il a été procédé à un réajustement de l'équipe gouvernementale. A l'évidence, la technicité et l'efficacité semblent avoir été délaissés, au sein de la nouvelle équipe, au profit des équilibres régionaux. En effet, on note que les personnalités nommées, proviennent des mêmes localités que celles dont sont issues celles qu'elles remplacent. Elles occupent, par ailleurs, les mêmes postes, à l'exception de deux cas, majeurs, qu'il convient de relever. D'une part, la province du Centre a été privée du poste stratégique de Secrétaire Général de la Présidence de la République, au profit de celle du Littoral qui le cumule, désormais, avec le poste de PCA de la SNH. ; d'autre part, le département du Mfoundi se retrouve dépourvu d'un ministère stratégique, en l'occurrence celui des Travaux Publics, au profit du département de la Haute Sanaga. Auparavant, il avait perdu, il y a quelques temps déjà, le poste de Vice-Président de l'Assemblée Nationale, et curieusement, toujours au profit de la même Haute Sanaga. On note, également, de manière tout à fait étrange, la promotion de plusieurs personnalités dont les épouses sont originaires de la province du Sud. Pour quelle raison ? Bien malin qui pourrait le dire. Quoi qu'il en soit, quelle lecture faire de ce dernier remaniement ministériel ?

D'abord, à l'évidence, la logique appliquée semble être celle de la représentativité régionale. Mais, dans ces conditions, la distribution des postes de responsabilité, peut-elle

être perçue comme objective ? Il y a fortement lieu d'en douter. En tout cas, dans les hautes sphères du pouvoir, l'idée régnante est celle qui consiste à "donner le temps au temps", selon la formule chère au Président François Mitterrand. Traduction : probablement dans six mois, si la pression du peuple continue, on en sacrifiera dix autres.

La fameuse théorie bien connue de "diviser pour régner", chère aux pouvoirs africains, semble avoir été ramenée sur le tapis. On constate, en effet, que dans certaines régions du Cameroun, il est préféré les capitifs d'antan, aux seigneurs, ce qui crée d'énormes antagonismes au sein des communautés, et, par voie de conséquence, beaucoup de zizanie entre les gens. A qui celle-ci profite-t-elle ?

Le refus de procéder à un renouvellement de la classe politique, en cette fin de second et dernier septennat, est des plus manifeste. Ceci se traduit par le recours à des personnalités déjà depuis longtemps usées, discréditées - dont certaines, se sont illustrées par d'énormes indécrottes envers la fortune publique - pendant que dans le même temps, d'innombrables jeunes, pleins d'énergie et de talents, rongent indéfiniment leur frein, sont écrasés par ces "princes" de la République qui vont et viennent au fil du temps depuis 24 ans. Ces jeunes partent à la retraite sans avoir donné le dixième, d'eux-mêmes, pour le progrès de leur pays. Comment interpréter cette attitude, pour le moins paradoxale, quand, dans le même temps, sous d'autres

cioux, y compris en Afrique, on voit comment sont formés, patiemment, ceux qui seront appelés à présider aux destinées du pays, sous peu de temps ? Comment ne pas penser à une formule bien camerounaise : "le mauvais cœur" ? Ou à une autre bien connue, à travers le monde : "après moi, le déluge" ? En tout cas, ce problème du refus de procéder à un renouvellement du personnel politique, nous amène à établir des parallèles. En effet, si comparaison était raison, on constate que, aux Etats-Unis d'Amérique, depuis 1960, date de l'accession du Cameroun à l'indépendance, il y a déjà eu, comme présidents de la République, John F Kennedy, Lyndon Johnson, Richard Nixon, Gerard Ford, Jimmy Carter, Ronald Reagan, Georges Bush, Bill Clinton, Georges Walter Bush, soit neuf président, pendant que le Cameroun, "berceau de nos ancêtres", n'en connaît, quant à lui, toujours que ... deux, et, pis encore, de nombreuses personnes se mobilisent, dans l'ombre, actuellement, pour que le troisième n'apparaisse pas dans cinq ans, c'est-à-dire en 2011, mais, peut-être, au plus tôt en 2018 ! Fait plus qu'important à signaler, chacun des Présidents des pays cités, apporte sa haute administration : donc, il y un renouvellement permanent et systématique de la classe politique. En France, de 1960 à nos jours, il y a eu, comme Présidents de la République, Charles de Gaulle, Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand, et, actuellement, Jacques Chirac., soit cinq. Fait également important, cha-

cun d'eux a apporté sa classe politique, donc il y a aussi eu un renouvellement permanent du personnel politique. Il y a bien longtemps que des personnalités telles que Olivier Guichard, Chaban Delmas, compagnons de Charles de Gaulle, ont quitté la scène politique, et sont allés mourir dans une retraite paisible, après avoir écrit leurs mémoires. Au Cameroun, des dinosaures de 1960, sont toujours en fonction, pendant que leurs petits-fils sont en quête d'un premier emploi. En dressant un tableau national des vieillards en fonction on aboutit à ceci : Adamaoua : Hamadjoda Adjoudji, 26 ans ministre, aujourd'hui PCA de l'Agence de Régulation des Marchés Publics, ARMP, et de l'Université de Ngaoundéré ; Centre : Augustin Frédéric Kodock, ministre déjà en 1964, c'est-à-dire, bien avant son patron de ce jour, Paul Biya, Paul Pondi, directeur de la Sûreté Nationale en 1961, et encore actuellement PCA de l'Aéronautique Civile, Béléoken, directeur du protocole du président Ahidjo, et actuellement directeur de Cabinet Civil ; Est : Félix Sabal Lecco : 88 ans bien sonnés, est le président du Conseil National de la Communication, Joseph Charles Doumba, ministre en 1972, et toujours Secrétaire Général du Rdpc, personnage désormais plus qu'impotent, qui a failli tomber de vieillesse lors de l'ouverture du dernier congrès extraordinaire du RDPC, le 21 juillet 2006 ; Extrême-Nord : Ousmane Mey, fondateur de l'Union Camerounaise, UC, en 1958, avec Ahmadou Ahidjo, est le PCA de la CNPS, à l'époque inamovible gouverneur de la province du Nord (lorsque celle-ci couvrait les trois provinces de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord), Cavayé Yégué Djibril, depuis

14 ans Président de l'Assemblée Nationale, Ayang Luc, Premier ministre en 1983, Président du Conseil Economique et Social depuis 1984 ; Nord : Madame Yaou Aïssatou, 16 ans ministre, 21 ans Présidente de l'OFRDPC, 10 ans DG, Bello Boubou, ministre depuis 1980, Premier ministre en 1982, démissionne en 1983, revient au gouvernement en 1997 ; Nord-Ouest : Achidi Achu, ministre de la Justice sous Ahmadou Ahidjo, Premier ministre de Paul Biya, actuellement PCA de la SNI ; Ouest : Jean Nkuete, ministre depuis 1982, Secrétaire Général de la CEMAC, de nouveau ministre, Tessa Paul, ministre en 1972, PCA de la Sopecam ; Sud : Ferdinand Oyono, secrétaire d'ambassade à l'ambassade de France en Italie à Rome, en 1959, c'est-à-dire avant même l'indépendance du Cameroun, il est toujours ministre à ce jour ; Littoral : Laurent Esso, chancelier de l'Université depuis l'époque d'Ahmadou Ahidjo, il est toujours ministre ; Sud-Ouest : Chief Endeley, Ndep Orok., occupent encore de hautes fonctions. Cette liste n'est pas exhaustive.

Toujours, si comparaison était raison, on ne peut manquer de relever que l'Allemagne est, actuellement, dirigée par une dame âgée de 52 ans, la Grande Bretagne, par un Premier ministre âgé de 54 ans, le Japon, par un Premier ministre qui aura 52 ans en entrant en fonction, la France, à travers Nicolas Sarkozy, risque de se retrouver avec un président âgé de 53 ans.

La sanction de la popularité, de l'ambition, du dynamisme, est également patente, à la lecture des personnes limogées au cours de ce remaniement ministériel. Certaines d'entre elles ont d'abord été jetées en pâture, à la population, par presse

interposée. Et, curieusement, on a comme l'impression qu'en haut lieu, c'est cette vindicte partisane est acceptée.

Certains d'entre nous aimeraient savoir où on va. Quel est l'agenda politique, économique et social, au lieu de nous obliger à consulter aussi les boules de cristal pour connaître l'avenir. Les cercles ésotériques ont pris en otage l'Etat. Qu'allons-nous devenir ? Le pays est géré par une poignée de personnes qui s'accaparent de toutes les richesses au détriment de l'intérêt général. Nous éprouvons de réelles inquiétudes.

2011, c'est tout juste demain. Pour couper court à l'empoisonnement actuel de la vie publique où lynchage, meurtres, et autres pratiques malsaines sapent le capital humain, il vous importe de baliser le chemin, tout comme votre prédécesseur avait pris la peine de le faire, à votre bénéfice. En 1975, il avait fait de vous le Premier Ministre du Cameroun; en 1979, le successeur constitutionnel. Dès cette année-là, tous les Camerounais voyaient en vous le probable futur Président de la République, en cas de vacance du pouvoir. En 1982, cela s'est produit, et vous vous êtes retrouvé à la tête de l'Etat camerounais. Vous avez géré, avec bonheur, l'affaire Bakassi, les Camerounais s'attendent à ce que vous fassiez autant pour votre succession. Ils désirent garder de vous l'image d'un Président qui aura apporté la démocratie et la prospérité à notre pays. C'est bien connu, toute vérité n'est pas bonne à dire; mais, vaudrait mieux parfois la dire pour éviter le pire ■

REPARTITION DES POSTES STRATEGIQUES DANS L'ESTABLISHMENT

POSTES	NOMS	DEPARTEMENT	PROVINCE
Président de la République	Paul BIYA	DJA ET LOBO	SUD
Président National du RDPC	Paul BIYA	DJA ET LOBO	SUD
Président de l'Assemblée Nationale	CAVAYE Yéguié Djibril	MAYO SAVA	EXTREME-NORD
1 ^{er} Vice-Président de l'Assemblée Nationale	Hilarion ETONG	HAUTE SANAGA	CENTRE
Président Conseil Economique et Social	AYANG LUC	MAYO DANAY	EXTREME-NORD
Premier Ministre	INONI Ephraim	FAKO	SUD-OUEST
Président de la Cour Suprême	DIPANDA MOUELLE	MUNGO	LITTORAL
Procureur Général	RISSOUCK	MBAM ET INOUBOU	CENTRE
Secrétaire Général de la Présidence	Laurent ESSO	WOURI	LITTORAL
Secrétaire Général du Parti RDPC	Joseph Charles DOUMBA	LOM ET DJEREM	EST
Président de l'OFRDPC	Yaou AISSATOU	BENOUE	NORD
Président de l'OJRDPC	John AKPO MUKETE	MEME	SUD-OUEST
Vice Premier Ministre chargé de la Justice	Amadou ALI	MAYO SAVA	EXTREME-NORD
Ministre d'Etat chargé de l'Administration Territoriale	MARAFI HAMIDOU YAYA	BENOUE	NORD
Ministre d'Etat chargé des PTT	BELLO BOUBA MAIGARI (UNDP)	BENOUE	NORD
Ministre d'Etat chargé du Plan	Augustin F. KODOCK (UPC)	NYONG ET KELLE	CENTRE
Ministre d'Etat chargé des Relations Extérieures	Jean-Marie ATANGANA MEBARA	MEFOU ET AKONO	CENTRE
Ministre d'Etat chargé de l'Agriculture et du Développement Rural	Jean NKUETE	MENOUA	OUEST
Ministre d'Etat chargé de la Culture	Ferdinand L. OYONO	MVILA	SUD
Ministre de la Défense	Remy ZE MEKA	DJA ET LOBO	SUD
Ministre de l'Economie et des Finances	Polycarpe ABAH ABAH	DJA ET LOBO	SUD
Secrétaire Général des Services du PM	Jules Doret NDONGO	OCEAN	SUD
Secrétaire Général de l'AN	Samson ENAME ENAME	DJA ET LOBO	SUD
Délégué Général à la Sûreté	Alain MEBE NGO'O	DJA ET LOBO	SUD
Secrétaire d'Etat à la Défense	BOKAM Jean Baptiste	HAUT NYONG	EST
Directeur du Cabinet Civil	J. B BELEOKEN	MBAM ET INOUBOU	CENTRE
Directeur Général des Renseignements Généraux	Bienvenu OUBELABOUT	MBAM ET INOUBOU	CENTRE
Ministre de la Communication	Ebénézer NJOH MOUELLE	NKAM	LITTORAL
Ministre Délégué Chargé du Budget (MINEFI)	ESSIMI MENYE	LEKIE	CENTRE
Ministre Délégué Chargé des Programmes (MINEFI)	DJANKOUO LAMARE	NOUN	OUEST
Ministre Délégué au Plan	YAOUBA ABDOULAYE	DIAMARE	EXTREME-NORD
Ministre des Enseignements Secondaires	Louis BAPES BAPES	SANAGA MARITIME	LITTORAL

POSTES	NOMS	DEPARTEMENT	PROVINCE
Ministre de l'Education de Base	Mme HAMAN ADAMA	BENOUE	NORD
Ministre de l'Enseignement Supérieur	Jacques FAME NDONGO	MVILA	SUD
Ministre de la Santé Publique	U. OLANGUENA AWONO	LEKIE	CENTRE
Ministre des Travaux Publics	MESSENGUE AVOM B.	HAUTE SANAGA	CENTRE
Ministre du Développement Urbain	Clobert TCHATAT	NDE	OUEST
Directeur Général de la SNH	Adolphe MOUDIKI	WOURI	LITTORAL
Directeur Général de la BEAC	SADOU HAYATOU	BENOUE	NORD
Directeur Général de la SNI	Mme Yaou AISSATOU	BENOUE	NORD
Directeur Général de la SONARA	Charles METOUCK	SANAGA MARITIME	LITTORAL
Directeur Général de TRADEX	NYODOG Perrial	SANAGA MARITIME	LITTORAL
Directeur Général de la SCDP	NGUINI EFFA	MEFOU ET AKONO	CENTRE
Directeur Général de la CSPH	TALBA MALLA IBRAHIM	MAYO SAVA	EXTREME-NORD
Directeur Général de la CNPS	Louis MOTAZE	DJA ET LOBO	SUD
Directeur Général de la CAMTEL	David NKOTTO EMANE	DJA ET LOBO	SUD
Directeur Général CREDIT FONCIER	Camille EKINDI	WOURI	LITTORAL
Directeur Général du FEICOM	Camille AKOA	OCEAN	SUD
Directeur Général CAMAIR	NGAMOU	HAUT NKAM	OUEST
Directeur Général CAA	EVOU Dieudonné	DJA ET LOBO	SUD
Directeur Général de la Bourse des Valeurs	EKOULE Pierre	WOURI	LITTORAL
Directeur Général des Chantiers Navals	Zachaeus For NJIDAM	MEZAM	NORD-OUEST
Directeur Général du Port Autonome	ETOUNDI OYONO	NYONG ET SO'O	CENTRE
Directeur Général De la CDC	Henry NJALLAH KWAN	FAKO	SUD-OUEST
Directeur Général de la CRTV	AMADOU VAMOULKE	MAYO DANAY	EXTREME-NORD
Directeur Général CAMPOST	TAWAMBA	MENOUA	OUEST
Directeur Général SOPECAM	Marie-Claire NNANA	MEFOU ET AFAMBA	CENTRE
Directeur Général SODECOTON	IYA MOHAMED	BENOUE	NORD
Directeur Général CAMWATER	Basile ATANGANA KOUNA	MEFOU ET AKONO	CENTRE
PCA SNH	Laurent ESSO	WOURI	LITTORAL
PCA SNI	ACHIDI ACHU	MEZAM	NORD-OUEST
PCA TRADEX	Adolphe MOUDIKI	WOURI	LITTORAL
PCA BICEC	BOKAM Jean Baptiste	HAUT NYONG	EST
PCA CSPH	ALEOKOL Jean Marie	HAUT NYONG	EST
PCA Port Autonome	Christopher NSHALAI	MOMO	NORD-OUEST
PCA Crédit Foncier	Jules Doret NDONGO	OCEAN	SUD
PCA SONARA	John EBONG NGOLLE	FAKO	SUD-OUEST
PCA CAMTEL	Chief MUKETE	KUMBA	SUD-OUEST
PCA CNPS	OUSMANE MEY	LOGONE ET CHARI	EXTREME-NORD
PCA Crédit Lyonnais	OKOUDA Martin	MFOUNDI	CENTRE
Président de la Chambre de Commerce	NJUIMO MONTHE	HAUT NKAM	OUEST
Président de la Chambre d'Agriculture	Philemon ADJIBOLO	KADEY	EST



LE POIDS DES VOIX PAR DEPARTEMENT (SUITE P28)

N° D'ORDRE	DEPARTEMENT	VOTE EN FAVEUR DE PAUL BIYA ELECTION OCTOBRE 2004
1	MFOUNDI	165 013
2	LOGONE ET CHARI	149 513
3	DIAMARE	143 342
4	BENOUE	122 729
5	MAYO DANAY	122 006
6	MAYO TSANAGA	104 961
7	DJA ET LOBO	99 803
8	LEKIE	89 493
9	WOURI	89 060
10	MAYO SAVA	85 990
11	MAYO KANI	78 817
12	LOM ET DJEREM	58 077
13	MAYO LOUTI	57 860
14	HAUT NYONG	56 545
15	VINA	55 018
16	MANYU	51 698
17	MEFOU ET AFAMBA	51 465
18	MVILA	49 759
19	MAYO-REY	48 949
20	OCEAN	45 821
21	MENOUA	45 655
22	NYONG ET MFOUMOU	44 236
23	MBERE	43 940
24	MOUNGO	42 541
25	LEBIALEM	41 352
26	KADEY	39 831
27	MBAM ET INOUBOU	39 699
28	FAKO	36 893
29	BOUMBA ET NGOKO	36 280
30	NYONG ET SO'O	35 011
31	MAYO BANYO	31 118
32	BAMBOUTOS	29 811
33	HAUTE SANAGA	29 589
34	KOUBE MANENGOUBA	28 754
35	MEME	27 763
36	SANAGA MARITIME	26 893
37	NYONG ET KELE	26 260
38	VALLEE DU NTEM	25 310
39	NDIAN	24 763
40	MBAM ET KIM	23 950

LA GENESE DES PARTIS POLITIQUES DANS LA MONDE ET AU CAMEROUN

Comment les partis politiques, c'est-à-dire des associations d'individus qui visent la conquête et l'exercice du pouvoir, ont-ils vu le jour à travers le monde et dans notre pays ?

Tout est parti de la révolution industrielle, au 19^e siècle. Avant celle-ci, il n'existait pas, à proprement parler, de partis politiques. Il y avait naturellement la lutte des classes. Celle-ci, se traduisait par des révoltes plus ou moins violentes, ou alors carrément des révolutions, genre la révolution Française. Les classes sociales qui s'affrontaient, ainsi, étaient grosso-modo, les esclaves contre les hommes libres, dans l'antiquité, les serfs contre l'aristocratie, au moyen-âge en Europe, puis la bourgeoisie naissante contre l'aristocratie, également, voire, dans certains cas, le clergé. Il existait également des luttes politiques qui avaient pour fondement, l'indépendance, ce fut le cas pour les Etats-Unis d'Amérique, le Canada et toute l'Amérique Latine.

LES PREMIERS PARTIS POLITIQUES EN OCCIDENT

Avec le développement du machinisme et la naissance d'une classe ouvrière se fait jour, auprès des individus en Europe, le désir de se regrouper, par affi-

nités d'idées et d'intérêts, pour améliorer leur bien-être, ou alors le préserver. Les premiers partis politiques se caractérisent, ainsi, par la défense des intérêts, soit des riches, soit des démunis. Etant donné la misère des petites gens et les conditions de travail très difficile de la classe ouvrière, de nombreux penseurs se mettent à poser, clairement, le problème de la répartition inégale de la richesse nationale. Ceci débouche sur des idées de socialisme. C'est le début du combat idéologique. Les écrits de Karl Marx, un philosophe Allemand, viennent opérer une distinction entre le socialisme " utopique ", et le socialisme " scientifique ". Le 1^{er} est une sorte de socialisme moralisateur qui prône, de manière pacifique, une répartition équitable des richesses. Tandis que le second est un socialisme qui se base sur la philosophie du " matérialisme dialectique ", et qui prône la révolution, c'est-à-dire la prise de pouvoir de manière violente par la classe ouvrière, suivie de la dictature du prolétariat, pour changer la société.

En 1848, Karl Marx et Frédéric Engels publient le "

Manifeste du parti communiste", célèbre ouvrage qui résume toute leur pensée et qui se situera au centre des luttes politiques dans toute la seconde moitié du 19^e siècle, et pratiquement toute la durée du 20^e siècle.

Au lendemain de la publication de cet ouvrage, les partis politiques se distingueront entre partis bourgeois et partis prolétaires ; entre partis conservateurs et partis révolutionnaires ; entre la droite et gauche. La révolution russe de 1917 qui débouchera sur la création de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, URSS, viendra consacrer cette division. Elle connaîtra de légères modifications, selon les pays. On aura ainsi, des partis travaillistes, à la place de partis communistes, ou alors de partis conservateurs d'appellation, tout bonnement, à la place de partis de droite.

En France, en 1920, la gauche se scindera en deux, et verra la coexistence d'un parti socialiste, non favorable à la révolution et à la dictature du prolétariat, et un parti communiste quant à lui, favorable à ces thèses.

De nos jours, la France est caractérisée par des partis de droite, UMP, UDF, d'extrême-droite, le FN, de gauche, le PS, le PCF, la LCR, luttes ouvrières, etc. Naturellement, les partis de droite en schématisant, défendent avant tout les intérêts des patrons et des classes favorisées, ceux de l'extrême-droite défendent des thèses nationalistes xénophobes, ceux de la gauche continuent à prôner la révolution avec l'instauration de la dictature du prolétariat.

LA FIN DE LA GUERRE ET LES PREMIERS PARTIS POLITIQUES CAMEROUNAIS

Au mois de Février 1944, le Général de Gaulle avait tenu la fameuse "*Conférence de Brazzaville*" entre administrateurs des colonies de l'Afrique Noire. - AOF, Afrique Occidentale Française, AEF, Afrique Equatoriale Française, à laquelle était rattaché le Cameroun en sa qualité de territoire sous tutelle des Nations Unies, à la gestion confiée à la France - et au cours de laquelle il avait tenu à réaffirmer que " toute idée d'indépendance des territoires français d'Afrique était exclue ", mais, en même temps, avait consenti à des aménagements du système de domination des " indigènes ", ainsi que nous étions désignés péjorativement.

Comme conséquence de cette nouvelle politique, le droit syndi-

cal est introduit au Cameroun, par le décret du Ministre des colonies de la France Libre (celle favorable à de Gaulle) René Pléven, signé le 07 Août 1944. Aussitôt, sont créés les premiers syndicats au Cameroun qui, au mois de septembre 1945, organisent la toute première grève de l'histoire du Cameroun. Celle-ci, même si elle se solde par plusieurs morts du côté camerounais, est un succès éclatant, et fait découvrir aux Camerounais, les vertus de la revendication.

Hors des frontières nationales, deux leaders politiques qui influenceront profondément l'histoire de l'Afrique Noire toute entière, Félix Houphouët Boigny, de Côte d'Ivoire, et Modibo Keita du Soudan Français (actuel Mali) créent, à Bamako, en 1946, le Rassemblement Démocratique Africain, (RDA), mouvement politique destiné à lutter pour l'indépendance des territoires coloniaux français d'Afrique.

Le RDA, qui avait pour mission de donner naissance à des sections territoriales sur toute l'étendue de l'empire colonial français d'Afrique, suscite la création de partis politiques au Cameroun. La tâche est d'autant plus aisée que de nombreux Camerounais se rendent désormais en France, pour diverses raisons, qu'ils parlent de politique.

Ceci est devenu possible parce que, entre-temps, d'une part, grâce à l'action de Félix

Houphouët Boigny, le code de " l'indigénat " un ensemble de mesures discriminatoires qui faisaient de nous des esclaves dans nos propres pays a été aboli, d'autre part, la nouvelle constitution française de 1946 a fait de nous des citoyens français par la transformation de l'empire colonial français en Union Française, donc des individus jouissant de la liberté d'expression, d'association, de mouvement, de pensée, etc, au même titre que les Français de France.

Les premiers partis politiques voient ainsi le jour dès 1947. Ceux-ci, toutefois, sont des formations politiques plutôt régionalistes, aux revendications politiques timides. Le 10 Avril 1948 naît le principal parti politique qui va animer soit directement, soit indirectement, la vie politique nationale, l'Union des Populations du Cameroun (UPC) et qui deviendra la section Camerounaise du Rassemblement Démocratique Africain.

Aussitôt après la création de l'UPC, avec pour programme politique, "Indépendance immédiate et réunification", l'administration coloniale française va se mettre à susciter la création de partis politiques fantoches, dans le but de contrecarrer l'action de l'UPC.

L'INTERDICTION DE L'UPC ET LE TRIOMPHE DES PARTIS ADMINIS- TRATIFS



Le 22 avril 1955, l'UPC, l'Union des Populations du Cameroun, l'UDEFEK, l'Union Démocratique des Femmes Kamerounaises, la JDC, la Jeunesse Démocratique Camerounaise publient un document intitulé "*Déclaration Commune*" qui n'est rien d'autre qu'une proclamation unilatérale de l'indépendance. Ce document est très mal accueilli par les colonialistes français. Un mois, jour pour jour, le samedi 22 mai 1955, Roland Félix Moumié et Ernest Ouandié inaugurent, à Yaoundé, le drapeau National du Cameroun, version des nationalistes, caractérisé par un crabe noir, sur fond rouge. En même temps, l'UPC décide de laisser flotter le drapeau des Nations Unies, et non celui de la France, à côté de celui de l'UPC, conformément à une Résolution des Nations Unies de la 4ème Assemblée Générale tenue en 1949. Ceci, les colonialistes français ne le tolèrent aucunément : le 25 mai 1955, les Français perpétrent les massacres du quartier Messa à Yaoundé et dans de nombreuses autres villes du Cameroun. Le 13 juillet 1955, l'UPC et ses organes annexes qui étaient l'UDEFEK et la JDC, sont interdits d'activités au Cameroun.

Cette mise hors la loi du principal parti politique du Cameroun va laisser le champ libre à la profusion de partis politique plutôt favorables aux colons.

LE BLOC DEMOCRATIQUE CAMEROUNAIS DE LOUIS-PAUL AUJOLAT : PEPINIERE DE PARTIS POLITIQUES PRO-FRANÇAIS.

A l'issue des élections à l'Assemblée Territoriale de 1952, Louis-Paul Aujoulat, un colon qui était déjà membre de l'Assemblée Représentative du Cameroun, (ARCAM), dans le collège européen. - l'ARCAM, comme l'ATCAM de 1952, était constituée de deux collèges (2 types de Députés) ; un collège européen, et un collège indigène - avait constitué un groupe parlementaire avec des Conseillers, (c'était la dénomination qu'avaient les élus de l'ARCAM et de l'ATCAM) "indigène"- qu'on avait dénommé : Bloc Démocratique Camerounais, BDC. Les détracteurs de ce groupe le dénommaient, "*bande de cons*". Qui étaient ces Conseillers Territoriaux que Louis-Paul Aujoulat avait attiré à lui ? Charles Okala, qui, par la suite donnera naissance au Parti Socialiste Camerounais, Ahmadou Ahidjo, qui donnera naissance à l'Union Camerounaise, André-Marie Mbida, qui créera le Parti des Démocrates Chrétiens Camerounais, André Fouda, etc.

Une fois au pouvoir, au mois de mai 1957, le parti des Démocrates chrétiens, qui deviendra par la suite le Parti des Démocrates Camerounais, s'illustrera par une répression sau-

vage du mouvement et des idées nationalistes au point où, en 1958, il préconisait le renvoi de l'indépendance à... 1968 ! Lors de l'inauguration du drapeau actuel du Cameroun, à savoir le vert, le rouge et le jaune, André Marie Mbida, Président du PDC, et Ahmadou Ahidjo, Président de l'Union Camerounaise (qui n'était encore qu'un groupe parlementaire), chacun dans son discours, s'est bien gardé de faire allusion au drapeau de l'ONU, histoire de ne pas vexer les autorités françaises, et ne s'est contenté que de dire que le drapeau camerounais allait désormais flotter aux côtés de celui de la France " dont les couleur ne manquent pas de charme ", selon André-Marie Mbida.

L'Union Camerounaise, (UC), de son côté, une fois au pouvoir en Février 1958, a poursuivi et même renforcé la répression du mouvement et des idées nationalistes entamée par les Français. Il a même surpassé de loin, dans ce domaine, le PDC.

Quant au Parti Socialiste de Charles Okala, il ne sera socialiste que de nom, et se transformera très rapidement, en parti satellite de l'Union Camerounaise d'Ahmadou Ahidjo.

En marge de ces formations politiques pro-françaises, en existaient, malgré tout, d'autres qui défendaient, tant bien que mal, des thèses nationalistes. Il en était ainsi du Parti Travailleuse Camerounais du Dr Eyidi Bebey, du MANC, Mouvement d'Ac-

tion National Camerounais de Charles Assale, ou encore du groupe parlementaire dénommé "Groupe des Huit" et composé de Paul Soppo Priso, Président, Charles Assale, Dissake Hans, Ekwabi Ewane, Behle Gaston, Obam Ella François, etc.

De 1960 au 1er septembre 1966, date de l'instauration de la dictature, et par voie de conséquence, de l'abolition du multipartisme, les partis politiques Camerounais se sont distingués

par une répartition en deux catégories bien distinctes : d'une part, ceux qui étaient favorables à l'instauration de la dictature, et d'autre part, ceux qui s'y opposaient.

Tandis que de 1946 à 1960, il y avait d'un côté, ceux qui étaient favorables aux thèses françaises, le plus nombreux, et ceux qui s'y opposaient, les moins nombreux.

Du côté du Cameroun Occidental, les partis et les leaders

politiques se répartissaient également en deux catégories : Ceux qui étaient favorables à la Réunification, d'une part, et ceux qui prônaient le rattachement au Nigéria d'autre part.

De septembre 1966 à décembre 1990, soit pendant 24 longues années, le Cameroun n'a connu qu'un seul parti politique : l'Union Nationale Camerounaise, (UNC), qui est devenu le 24 mars 1985, le RDPC ■

A. K.

LES PARTIS POLITIQUES CAMEROUNAIS SEIZE ANS APRES L'AVENEMENT DE LA DEMOCRATIE

En 1990, le Cameroun ne connaissait qu'une seule formation politique ; aujourd'hui il en compte plus de deux cents. Quelles sont les caractéristiques des principales d'entre elles?

Tout avait commencé par une phrase prononcée en quelque sorte à la sauvette. Les mauvaises langues disent, à contre-cœur, du haut de la tribune d'un congrès du RDPC en 1990, par le Président de la République : " attendez-vous à une éventuelle concurrence ". Sur le coup, tout le monde avait applaudi, même si, de l'avis générale, le mot multipartisme était de ceux qui donnaient des cauchemars à toutes ces Excellences assises face au Président de la République en ce jour inoubliable de Juin 1990 . Nul, toutefois, n'imaginait que le Cameroun allait se retrouver, moins d'une année plus tard

avec plus d'une cinquantaine de partis politiques légalisés et aujourd'hui, soit seize années après, avec plus de deux cents . En se basant sur ces statistiques, le moins que l'on puisse dire est que les Camerounais, à l'évidence, étouffaient manifestement sous le carcan du parti unique, ce régime qui a régné sur notre pays pendant vingt quatre longues années, à savoir du 1er septembre 1966 au 31 décembre 1990.

Tout d'abord, quelle est la genèse des principaux partis politiques qui se manifestent actuellement au Cameroun ? Intéressons-nous, essentiellement, à ceux qui sont les plus

représentatifs, à savoir ceux qui détiennent un mandat électif.

LA NAISSANCE DES PRINCIPAUX PARTIS POLITIQUES CAMEROUNAIS

Le RDPC

Le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais Le parti politique le plus important, à ce jour au Cameroun, a vu le jour bien avant l'avènement de la démocratie en 1991. Le commun des Camerounais estime qu'il est né au mois de mars 1985 à Bamenda. Mais dès lors qu'il est stipulé dans l'article 1 de ses sta-

tuts que, *"le parti de l'Union Nationale Camerounaise, UNC, devient le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais"* Traduction : le RDPC n'est que la nouvelle appellation de l'UNC.

En vérité le RDPC est né en 1958, à Garoua. Il s'appellait d'abord UC, Union Camerounaise. Il est né à la suite de l'accession d'Ahmadou Ahidjo au pouvoir le 18 Février 1958 comme Premier ministre du Cameroun, en remplacement d'André Marie Mbida. Il s'agissait pour Ahmadou Ahidjo, de se doter d'une formation politique destinée à soutenir son pouvoir. Pour ce faire, il a entrepris de transformer le groupe parlementaire auquel il appartenait à l'Assemblée Législative du Cameroun, (ALCAM), dénommé Union Camerounaise et constitué des féodaux du Nord-Cameroun alliés à ceux du pays Bamoun sur le pouvoir d'Ahmadou Ahidjo.

En 1966, le 1er Septembre, l'UC est transformé en UNC, (Union Nationale Camerounaise), par absorption pure et simple des autres formations politiques qui étaient restées tant bien que mal en vie. La suite on la connaît, le 25 Mars 1985, à l'issue d'un congrès de l'UNC, il a été décidé la transformation du nom de ce parti politique resté seul autorisé à se manifester sur la scène politique nationale depuis dix-neuf années, en Rassemblement Démocratique

du Peuple Camerounais. Le nom originel proposé avait été "Rassemblement du Peuple Camerounais" RPC, sans doute par imitation à Charles de Gaulle qui avait créé au lendemain de la seconde guerre mondiale, le RPF "Rassemblement du Peuple Français". Mal en a pris malheureusement au géniteur de ce nom, il s'est trouvé qu'à Paris depuis l'avènement de François Mitterrand au pouvoir le 10 mai 1981, et la possibilité qui avait ainsi été accordée aux Africains de désormais se manifester politiquement sur le sol français, un Camerounais, exilé politique de son état, du nom de Um, animait une petite formation politique qu'il avait dénommée également, *"Rassemblement du Peuple Camerounais"*. Une fois au courant de cette coïncidence, afin de ne pas créer de confusion, les congressistes de Bamenda ont choisi d'adjoindre le qualificatif "démocratique" à leur projet d'appellation. C'est de cette manière que le troisième nom de l'Union Camerounaise, (UC), a vu le jour : RDPC.

L'UPC

"L'âme immortelle du peuple camerounais", UPC, ainsi que se plaisent à qualifier les militants de ce mouvement politique, a vu le jour le 10 avril 1948 à Douala. Il n'est plus nécessaire de revenir sur les circonstances de sa naissance, celles-ci sont connues de tous les Camerounais. L'UPC a été interdite une première fois

par un décret colonial français du 13 juillet 1955. En 1960, elle a de nouveau été autorisée à se manifester et a connu aussitôt sa première grande scission entre une UPC "légale" animée par Théodore Mayi Matip, Owono Mimboé, Emah Ottou PPW, Dika Akwa, etc... et une autre "illégal", celle en exil et au maquis, animée par Dooh Michel, Abel Kinguè, Ngouoh Woungly Massaga, Ernest Ouandié, Ossendé Afana, etc... Le 1er Septembre 1966, l'UPC "légale" a été de nouveau interdite, cette fois-ci sans décret, Ahmadou Ahidjo ayant tout bonnement instauré le parti "unifié", ainsi qu'il tenait à le préciser - il désirait sauver les apparences et arguait pour cela que les formations politiques qui existaient s'étaient regroupées volontairement pour n'en constituer qu'une seule.

En 1991, au lendemain du retour du Cameroun à la démocratie, l'UPC a repris vie, et, en même temps, a de nouveau connu une scission. Aujourd'hui il existe de ce fait deux courants qui s'en discutent le leadership et qui alternent au gouvernement : le courant animé par Henri Hogbe Nlend et celui animé par Augustin F. Kodock. Lorsque Henri Hogbe Nlend est Ministre, Augustin F. Kodock ne l'est pas et, vice-versa.

Le SDF

Le Social Démocratique Front, plus connu sous son sigle SDF, a

vu le jour le 26 mai 1990 à Bamenda alors que le Cameroun était encore sous régime dictatorial. Cette naissance au forceps, à l'évidence, n'avait pu se produire que parce que les initiateurs de ce projet, d'une part étaient originaires des Provinces anglophones du pays - s'opposer à eux, plus que cela n'avait été fait, aurait pu se traduire par un embrasement de la communauté anglophone et ça, le régime du renouveau voulait l'éviter - d'autre part, le gouvernement était encore empêtré dans l'affaire Yondo Black, cet Avocat et ses compagnons emprisonnés quelques mois auparavant pour avoir voulu créer un parti politique, et enfin quelques jours plus tard, au mois de juin, le Président français François Mitterrand admonestait les Chefs d'Etat Africains qui emprisonnaient leurs adversaires politiques et menaçait de suspendre la coopération de son pays avec eux.

L'UNDP

L'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès, (l'UNDP), est née à la faveur de l'instauration de la démocratie au Cameroun. Cette formation politique est rapidement apparue, aux yeux d'une importante frange de la population, comme désireuse de restaurer l'ère Ahidjo. D'où la peur qu'elle suscitait chez les uns et l'enthousiasme démesurée chez les autres. Mais cette formation politique, qui avait tout pour

conquérir le pouvoir, à commis l'imprudence de limoger le leader qui l'avait portée au firmament, Samuel Eboua, pour lui en préfère un autre, Bello Bouba Maïgari. Du coup, aux yeux de l'opinion publique, l'UNDP était devenue l'affaire des " haoussa ", elle avait perdu son rayonnement national.

L'UDC

L'Union Démocratique du Cameroun, (UDC), tout comme l'UNDP, a également été créée à la faveur de l'instauration de la démocratie au Cameroun. Son principal atout, à la naissance, avait été à n'en pas douter, l'image d'Adamou Ndam Njoya dans l'opinion publique. Ce personnage apparaissait un peu comme un homme intègre, pour ne pas dire austère, ce qui laissait penser qu'en lui confiant le pouvoir, le Cameroun connaîtrait en quelque sorte, une " révolution éthique ", Ndam Njoya ayant été l'initiateur du fameux projet de l'instauration d'une nouvelle éthique dans l'enseignement au Cameroun. Dans le même temps, ce parti politique se présentait plus ou moins comme une troisième voie, une voie médiane entre le statu quo Rdpciste et la restauration Undpciste. Ni gel de la situation, ni retour en arrière. Il apparaissait comme une force stabilisatrice, car ne prônant nullement un chamboulement de la société. Mais il traînait en même temps un gros handicap : l'apparte-

nance de son fondateur au sultanat Bamoun. Hors des frontières du Noun, cette chefferie traditionnelle n'exerce aucune influence sur les populations, pis encore, suscite même quelque hostilité .

L'IDÉOLOGIE DES PARTIS POLITIQUES CAMEROUNAIS

Quelle idéologie développent les partis politiques camerounais décrits ci-dessus ? Grosse question dans la mesure où nos populations n'y comprennent pas grand chose et surtout nient la lutte des classes au Cameroun, elles pensent que les luttes politiques ne se mènent que sur le plan régional, voire ethnique, dans notre pays. Et pourtant, les choses se passent au Cameroun comme partout ailleurs dans le monde. Il suffit de procéder au décryptage des discours des différents partis politiques pour s'en convaincre.

Le RDPC

Ce parti politique n'a pas en soi un discours qui lui soit propre. Pour connaître son orientation politique, il faudrait plutôt s'intéresser au discours du Président de la République, son Président National et aux actes que pose celui-ci.

La première chose qui retient l'attention de l'observateur de la scène politique camerounaise dans le discours du leader en chef du RDPC, est le très peu

d'intérêt accordé aux classes défavorisées. Il aborde la question de la pauvreté d'une manière philosophique voire romantique, de la lutte contre celle-ci, un peu comme une mode, en tout cas en écho au discours des Nations Unies sur la réduction de la pauvreté dans le monde. En d'autres termes, les Nations Unies n'en auraient pas parlé, que probablement, nul, au Cameroun, et plus particulièrement au sein du régime, n'évoquerait cette question. A ce discours, par imitation, vient se greffer une absence totale de politique sociale au Cameroun, sous le renouveau. La preuve la plus palpable de cet état de chose est le rôle dérisoire réservé au Ministère des Affaires Sociales dans notre pays : le Ministère des handicapés et des "nanga boko". Ceci est un indicateur déterminant de l'orientation idéologique à la fois du régime et du parti politique qui en est l'émanation : un régime et un parti au service de la bourgeoisie. Le RDPC est un parti conservateur, c'est-à-dire un parti de droite.

L'UPC

Union des Populations du Cameroun, - *L'âme immortelle du Peuple Camerounais* -, se veut un parti réformiste, voire révolutionnaire. Bien mieux, certains de ses cadres en sont profondément convaincus. Mais la réalité est tout autre. Un parti est révolutionnaire lorsqu'il désire chan-

ger les structures sociales, l'ordre social. Or tel n'est nullement le cas pour l'UPC. Pis encore, cela n'a même jamais été le cas, même par le passé. Du temps de Ruben Um Nyobè, Abel Kinguè, Ernest Ouandié, l'UPC n'a jamais développé un discours révolutionnaire. Il n'a développé qu'un discours nationaliste, sans plus. De 1960 à 1966, sa version "légale" dirigée essentiellement par Emah Ottou HPW, n'avait non plus jamais développé de discours révolutionnaire. Il était toujours question de nationalisme, de lutte contre "l'indépendance fictive accordée au Cameroun à travers le laquais Ahmadou Ahidjo", de relance de la lutte pour une indépendance qui soit "véritable". Les versions Hogbe Nlend et Frédéric Kodock de l'UPC, quant à elles, ne prennent même plus la peine d'évoquer cette question de l'indépendance qui avait été confiée au "fantoche" Ahmadou Ahidjo, préoccupés qu'ils sont d'en jouir, plutôt, au même titre que tous les "traîtres à la Nation Camerounaise" des années de l'indépendance. L'un et l'autre ont ainsi rejoint bien vite ce régime que leurs aînés du parti vilipendaient. En 1964, Frédéric Kodock s'était retrouvé Secrétaire d'Etat aux Finances, sous le gouvernement de Vincent de Paul Ahanda, Premier ministre du Cameroun Oriental. De 1985 à 1990, militant, pur et simple, du RDPC, c'est-à-dire, du petit fils de l'Union Camerounaise le princi-

pal ennemi de l'UPC de Ruben Um Nyobè, Félix Moumie, etc... Il aura fallu attendre le retour du Cameroun à la démocratie, pour qu'il se sente de nouveau quelque âme Upciste. Du côté d'Henri Hogbè Nlend, le parcours est tout aussi alambiqué. En 1966, il évite de gagner le maquis en compagnie d'Ossendé Afana, à Moloundou. De 1985 à 1990, il se retrouve Président de la Sous-Section RDPC de la région de Bordeaux. Puis il bat campagne aux côtés de Bello Bouba Maïgari à l'élection présidentielle de 1992. En 1997, il se présente lui-même sous les couleurs de l'UPC. Après les élections, il entre dans la coalition gouvernementale, avec un Premier Ministre Rdpciste.

Que retenir de tout ça? Une seule chose, Kodock et Hogbè Nlend démontrent clairement que malgré tout le bavardage que développe leur formation politique commune, l'UPC, sur son caractère plus ou moins révolutionnaire, il n'existe véritablement pas de frontière idéologique avec le RDPC. L'UPC est ainsi tout bonnement, également, un parti de droite c'est-à-dire un parti conservateur, jadis nationaliste. Ce n'est pas parce qu'un parti est nationaliste qu'il est révolutionnaire, non. Il existe des nationalistes de droite comme de gauche.

Le SDF

Le Social Démocratique Front,

en dépit de cette appellation qui signifie "*Front Social Démocratique*" ne développe pas du tout un discours social démocrate. Le slogan du départ, " power to the people ", est tout juste-là pour prêter à confusion. Mais, fait des plus inquiétants, son recours à la violence et l'entretien de milice, en fait plutôt un parti fasciste. Ce sont les mouvements fascistes qui, généralement, entretiennent des bandes de tueurs, pour réduire au silence les adversaires politiques, ainsi que le fait le SDF. Benito Mussolini en Italie et Adolf Hitler en Allemagne ont procédé ainsi pour accéder au pouvoir. En sa qualité de parti fasciste, le Social Démocratique Front se situe donc à la droite du RDPC. Pour la gouverne du lecteur, un parti fasciste est un parti d'extrême droite, comme le Front National de Jean Marie Le Pen, en France.

L' UNDP

L'union Nationale pour la Démocratie et le Progrès, (UNDP), ne développe véritablement pas, pour son malheur, de discours spécifique. Il est difficile de savoir ce qu'il dit. En tout cas, une chose est certaine avec lui, il ne prône aucun bouleversement de la société, n'évoque nulle redistribution de la fortune publique, rien du tout de ce genre. Il n'aborde même pas la question de la remise en cause de la féodalité qui persiste dans ses fiefs électoraux des trois provinces de la partie septentrionale du

pays. En fait, ce parti se résume beaucoup plus à une tentative de défense des intérêts de la bourgeoisie politico-administrative de cette région. Il est un instrument de pouvoir pour les administrateurs civils, les médecins, les ingénieurs, pour tout dire, les cadres de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord. Des électeurs de cette partie du territoire camerounais, il ne se préoccupe que très peu du sort. L'UNDP est pour toutes ces raisons, tout bonnement un parti de droite, un parti au service de la bourgeoisie, un parti conservateur.

L'UDC

L'Union Démocratique Camerounaise.

Le parti de "*la nouvelle éthique*" et de la "*démocratie responsabilisante*", charabia cher à Adamou Ndam Njoya, est la réplique de l'UNDP en pays Bamoun, avec en sa défaveur, la non participation au pouvoir. Il n'évoque jamais la question de la remise en cause de la féodalité au Cameroun. Il dénonce naturellement les corrompus. Mais ce discours ne saurait être un signe distinctif. Le RDPC lui même, les dénonce, alors que l'écrasante majorité de ses cadres en font partie. Tout comme pour l'UNDP, le discours de l'UDC est illisible. On n'en retient rien du tout. En tout cas, dès lors qu'il ne préconise aucune réforme sociale, aucun bouleversement de la société, il se range tout seul, même s'il ne le sait pas,

dans le camp des partis conservateurs. L'UDC n'est ni plus, ni moins qu'un parti de droite.

PAS DE DIFFÉRENCIATION IDÉOLOGIQUE : PAS DE LISIBILITÉ.

Le grand problème auquel sont confrontés les partis politiques camerounais, pour accéder au pouvoir, se situe à ce niveau. Tous tiennent exactement le même discours, parce qu'ils sont tous des partis conservateurs. Ils défendent tous, même s'ils n'en sont pas toujours conscients, les intérêts de la bourgeoisie politico-administrative et tiennent très peu compte de ceux du petit peuple. Dans ces conditions, le jour des élections, tous répètent les mêmes choses : " le pays est mal géré " ; " la démocratie n'est pas effective " ; " les gens ont volé de l'argent et sont allés le plaquer à l'étranger " ; " le pays est aux mains des délinquants à col blanc " ; " la corruption tue le pays " ; " un pays mieux géré, ainsi que nous le préconisons se porterait mieux " , etc... Un discours monocorde qui, finalement, fait chahut. Dans ce brouhaha, l'électeur perd son latin et se résout à voter le RDPC parce que, après tout, d'une part, c'est lui qui détient le pouvoir et, d'autre part, rien ne lui garantit que les autres partis politiques viendront faire mieux ■

Alexandre KUMA

FORCES ET FAIBLESSES DES PARTIS REPRESENTES DANS LES INSTANCES DIRIGEANTES AU CAMEROUN

De quelles forces peuvent-ils se prévaloir les partis politiques de la coalition gouvernementale, et dans le même temps, de quelles faiblesses sont-ils affublés. De même, qu'en est-il de ceux de l'opposition parlementaire ?

LES QUATRE ATOUTS DU RDPC

Première force politique du Cameroun, le RDPC bénéficie de quatre atouts majeurs.

Premier atout : le RDPC est une excroissance de l'administration. Ceci constitue sa plus grande force. Tout le personnel administratif, tous ministères confondus, est entièrement à sa dévotion. Il le met en branle lors des campagnes électorales, et se retrouve ainsi avec des troupes impressionnantes qui assiègent littéralement la population et la contraignent, pratiquement, à voter en faveur des candidats qu'il lui présente. Au nombre de militants de fait que constituent les fonctionnaires, vient se greffer le prestige dont bénéficient ceux-ci, de par leurs fonctions auprès de la population.

Second atout, qui découle du premier : Le RDPC jouit du budget de l'Etat, tout comme de son matériel, pour mener les campagnes électorales. Les fonctionnaires sont mis en missions, pendant ces périodes, utilisent les véhicules administratifs ainsi

que les bons d'essence de l'Etat. La radio et la télévision de l'Etat, son entièrement à sa dévotion, tant en période électorale qu'en dehors de celle-ci, et mènent une propagande considérable en sa faveur, à longueur d'année.

Troisième atout : Le RDPC jouit d'une implantation territoriale sans comparaison aucune avec celle des autres formations politiques. Il dispose de structures dans la totalité des hameaux du Cameroun. Ce qui lui procure un avantage considérable par rapport à ses concurrents. Il peut ainsi être représenté dans les 23.000 bureaux de vote que compte le territoire.

Quatrième atout : Le RDPC est le parti qui bénéficie de la plus grande longévité au Cameroun. Il fonctionne, en effet, sans interruption, depuis 48 ans. Il est né, sous l'appellation, Union Camerounaise, le 1er Mai 1958, à Garoua. Il surpasse ainsi très largement l'UPC, qui ne jouit que d'un fonctionnement de 29 ans (1948-1955 : 7 ans ; 1960-1966 : 6 ans ; 1991-2006 : 16 ans Total : 29 ans).

LES DEUX HANDICAPS DU RDPC

Dans le même temps, le RDPC traîne, à l'heure actuelle, deux gros handicaps.

Premier handicap : Le parti des corrompus. La corruption et le RDPC sont devenus, au fil du temps, pratiquement les deux faces d'une même médaille. L'un ne se conçoit pratiquement plus sans l'autre. Le nombre de ses dirigeants qui, normalement, devrait se retrouver en prison, à ce jour, est impressionnant.

Second handicap : l'absence d'idéologie. Le RDPC ne dispose d'aucun discours à délivrer à la population. Il est réduit à la consoler avec la question de la paix qui existe au Cameroun. Or, ce discours est d'autant plus inapproprié et inadapté que le Cameroun ne connaît aucune menace de guerre civile, et, bien mieux, n'en a, auparavant, jamais connue. L'époque du maquis était une guerre menée contre l'occupant colonial, et non entre des Camerounais, comme on l'a vu au Biafra voisin, il y a quelques années, ou, tout récemment, au Rwanda. Pour tout dire, c'est un discours hors sujet.

LES DEUX ATOUTS DE L'UNDP

L'UNDP, pour sa part, bénéficie, essentiellement de deux atouts.

La présence de ses militants aux affaires. Le fait que l'UNDP dirige un ministère et détient d'importants postes dans l'administration centrale et dans certaines sociétés d'Etat, lui confère un relatif prestige, et quelques moyens financiers pour mener ses campagnes électorales.

Le second atout de l'UNDP, est constitué par le fait que, pour d'innombrables Camerounais, ce parti évoque plus ou moins la splendeur du Cameroun d'antan, selon eux lorsque Ahmadou Ahidjo était président de la République, ça allait mieux.

LES DEUX FAIBLESSES DE L'UNDP

Les deux principales faiblesses de l'UNDP, partent, l'une justement de cette nostalgie plus ou moins latente de l'ère Ahidjo, l'autre, comme du reste toutes les autres formations politiques concurrentes du RDPC, de sa faible implantation territoriale. L'UNDP, hors du Nord-Cameroun, n'est présente que dans les centres urbains, lieux de résidence des communautés Haoussa.

LES DEUX ATOUTS DE L'UPC

Le parti de l'indépendance : Premier atout de l'UPC.

Nombreux sont les Camerounais qui ne peuvent oublier que c'est Ruben Um Nyobè qui, le premier, a posé le problème de l'indépendance du Cameroun à l'ONU en 1952. Ils sont également nombreux les Camerounais qui reconnaissent que, sans la pression de l'UPC, le Cameroun n'aurait pas accédé à l'indépendance le 1er Janvier 1960.

La participation au pouvoir : second atout. Le fait que, depuis 14 ans déjà, l'UPC dispose, sans interruption, d'un ministre, lui confère un certain prestige, et naturellement, de la trésorerie pour mener ses campagnes électorales.

LES DEUX FAIBLESSES DE L'UPC

Celles-ci tiennent essentiellement au fait que, d'une part, cette formation politique s'est ramenée, pratiquement, à un seul groupe ethnique, et d'autre part, à la multiplicité des fractions qui la composent, et qui se neutralisent en permanence.

FORCE ET FAIBLESSE DU SDF

Côté opposition parlementaire, la principale force du SDF

provient du fait qu'il soit parvenu à capitaliser le ressentiment anglophone, vis-à-vis des francophones au Cameroun.

Mais dans le même temps, ce parti politique est actuellement miné par de terribles conflits internes, et même, bien avant cela, il y règne une didacture qui en éloigne d'innombrables bonnes volontés qui désireraient y adhérer.

FORCE ET FAIBLESSE DE L'UDC

La principale force de l'UDC est constituée par le fait que ce parti politique soit parvenu à monopoliser un département entier du Cameroun, le Noun, malgré la redoutable machine électorale du RDPC.

Mais, dans le même temps, ceci constitue son principal handicap : ne pas être parvenu à développer un discours qui lui fasse dépasser le cadre ethnique Bamoun. Le second handicap de l'UDC, tient, naturellement à son manque de moyens financiers, comme c'est le cas pour l'écrasante majorité partis politiques de l'opposition camerounaise à ce jour ■

La Rédaction

LA DEFINITION DE LA POLITIQUE NATIONALE : LE RDPC A LA TRAINÉ

.....

Traditionnellement, ce sont les formations politiques qui, une fois au pouvoir, mettent en application le programme politique qui les y a portés. Au Cameroun, tel n'est pas le cas.

Qui définit la politique gouvernementale, le RDPC ou le Président de la République? La réponse, tout le monde la connaît : C'est le Président de la République, c'est ce que stipule la Constitution de janvier 1996. N'empêche, dans la pratique des régimes démocratiques, la politique appliquée par un gouvernement, est celle élaborée par le parti politique dont il est l'émanation.

LE POUVOIR D'ABORD ; LE PARTI ENSUITE

En fait, cette entorse à la pratique habituelle des régimes démocratiques, tire son origine de la décolonisation du Cameroun, c'est-à-dire de la fin des années cinquante.

Ahmadou Ahidjo, le second Chef du gouvernement de l'autonomie interne, devenu, en mai 1960, premier Président du Cameroun avait accédé au pouvoir sans formation politique qui lui fut propre. Il avait été désigné Premier Ministre par le Haut Commissaire de la République Française au Cameroun, Jean Ramadier, le 18 février 1958, en

remplacement d'André-Marie Mbida renversé par la Chambre. Ce n'est que trois mois plus tard, qu'il avait créé l'*Union Camerounaise*, UC, l'ancêtre du RDPC, par la transformation du groupe parlementaire auquel il appartenait et qui le soutenait, à l'Assemblée Législative, en parti politique. Cela s'était produit le 1er mai 1958 à Garoua. Conséquence, dès sa naissance, l'UC était déjà, d'office, destinée à ne jouer, non pas le rôle de concepteur de quelque politique que ce soit, mais plutôt, de caisse de résonance des décisions, faits et gestes du Premier Ministre Ahmadou Ahidjo. Pis encore, l'UC a vu le jour dans un contexte rendu encore plus particulier par le fait que le régime de son géniteur était contesté par une importante frange de la population, au point où celui-ci était porté, à bout de bras, par l'administration coloniale. La fonction qui était alors dévolue à l'UC, par conséquent, a été essentiellement celle d'asseoir un régime, contre vents et marées. C'est ce qui explique qu'il se soit doté d'une milice, pour combattre les adversaires politiques du Premier Ministre, puis Président Ahidjo.

Ce rôle de parti guodillot a été d'autant plus renforcé que les Français, grands maîtres de la politique nationale à l'époque, tenaient à écarter de la décision politique, la population. La politique menée par le gouvernement, devait, de ce fait, être élaborée en l'absence - à l'insu - de elle-ci, uniquement entre le palais présidentiel et l'Ambassade de France à Yaoundé - cette dernière s'étant substituée, à la faveur de l'indépendance, au Haut Commissaire de la République Française au Cameroun. Donc, pas de programme politique à élaborer par l'UC. Par la suite, l'UC prendra le nom de l'UNC, (*Union Nationale Camerounaise*), le 1er septembre 1966, et le fonctionnement défini ci-dessus, sera purement et simplement reconduit. Il y aura, toutefois, une légère modification : la milice du parti finira par disparaître avec le temps.

DE L'UNC AU RDPC

La maladie congénitale de l'UC, a été transmise au RDPC, son petit-fils. En effet, Paul Biya est désigné président de la République le 04 novembre

1982, sans consultation aucune de l'UNC. Pis encore, pendant les grandes vacances de l'année 1983, l'UNC disparaît même purement et simplement de la circulation, honni qu'elle était par la population qui attendait que le nouveau Président de la République créât un parti politique qui lui fut propre. C'est plutôt Paul Biya qui lui redonne vie, au mois de septembre 1983, en devenant son Président National.

6 avril 1984. Coup d'Etat. L'UNC disparaît, une seconde fois, totalement de la circulation. Le Président de la République se démène comme il peut pour se tirer de cette mauvaise situation. Au bout du compte, il y parvient. Alors resurgit l'UNC, qui se met à inonder sa table de "motions de soutien indéfectible". En fait, on ne pouvait reprocher grand chose à l'UNC, dans la mesure où son existence ne dépendait que du pouvoir, et rien d'autre. Le pouvoir est en difficulté, elle aussi est en difficulté. Le pouvoir reprend vie, elle aussi reprend

vie. C'est tout bonnement ce qui s'est produit.

Au mois de mars 1985, le Président de la République décide de changer une seconde fois le nom de l'UC, en RDPC, cette fois-ci. Il le fait, trois années après son accession au pouvoir, tout comme Ahmadou Ahidjo l'avait créé trois mois après son accession au pouvoir, également. Il en change le nom, mais en préserve intact l'esprit. Dans une certaine mesure, il l'aggrave même. En effet, il ne tient plus de congrès que pour se faire réélire à sa présidence, et rien d'autre. Il se porte même candidat à l'élection présidentielle sans se préoccuper de réunir quelque instance que ce soit du RDPC. Pour tout dire, il marginalise véritablement plus le parti, que ne l'avait fait son fondateur, Ahmadou Ahidjo.

FMI, LA HAYE ET AUTRES DOSSIERS

Cette marginalisation du RDPC débouche, ainsi, sur la

conduite de la politique nationale. En 1988, lorsque le Président de la République décide d'entamer des négociations avec le FMI et la Banque Mondiale, dans le but de sortir le Cameroun de la crise économique, nulle instance du RDPC n'est consultée. Quelques années plus tard, éclate le conflit de Bakassi. La décision du gouvernement camerounais de déposer une plainte au Conseil de Sécurité des Nations Unies et à la Cour Internationale de Justice de la Haye, est également prise, en solitaire, par le Président de la République, sans aucun débat au sein de quelque instance que ce soit du RDPC. La réforme constitutionnelle de 1996, est également réalisée sans débat préalable sur son opportunité, par le RDPC.

Tout ceci aboutit à une conclusion évidente: c'est le Président de la République qui gouverne, et non le RDPC. Du RDPC et lui, c'est le RDPC qui lui doit tout, et lui, rien ■

La Rédaction

CONGRES DU 21 JUILLET LA REVOLUTION MANQUEE DU RDPC

On n'est pas prêt de cesser d'épiloguer sur les conclusions du dernier congrès du RDPC. Une évidence se fait malgré tout jour : Le Rdpc d'avant congrès, égale le RDPC d'après congrès.



Qu'est-ce qui a changé, au sein du RDPC, depuis son tout récent congrès extraordinaire?

Bien malin qui pourrait le dire. Il y a eu le discours fleuve de son Président National, et en même temps Président de la Républi-

que. Il y a eu la participation de nombreuses délégations en provenance de toutes les régions du Cameroun. Il y a eu des applau-

dissements nourris. Il y a eu beaucoup de chansons également, même si on a toutefois noté que l'inénarrable Françoise Foning nationale ne s'est pas, comme à l'accoutumée, improvisée chanteuse, pendant toute la durée de ce congrès. Elle n'a entonné aucune chanson. Pour tout dire, il y a eu beaucoup de choses. Mais, de révolution, à l'évidence, il n'y en a pas eue. Et pourtant, des problèmes, ce n'est pas ce qui manquait, à la veille de l'ouverture de cette grande messe politique à laquelle était convié tout le gratin politique camerounais.

ORIENTATION IDEOLOGIQUE TOUJOURS FLOUE

Le congrès du 21 juillet 2006 aurait pu, par exemple, enfin clarifier l'orientation idéologique du RDPC. Est-ce un parti conservateur ? Est-ce un parti réformiste ? Est-ce un parti révolutionnaire ? Comment savoir ? Le flou d'avant congrès persiste toujours. Le RDPC continue à demeurer un parti godillot, c'est-à-dire, tout bonnement, un parti "caisse de résonance" du pouvoir; pire encore un parti administratif, tout court. Et, à travers le monde, ce type de formation politique est caractérisé par la reproduction de l'idéologie qui anime les tenants du pouvoir. Dans le cas du Cameroun, au regard du discours présidentiel sur la paix, la stabilité, le rassemblement des Camerounais et, dans une moindre mesure, le développement, on peut estimer que le pouvoir, au Cameroun,

est d'orientation conservatrice. Le parti qui en est donc l'émanation ne peut être, ipso facto, qu'un parti conservateur. Mais, ceci, on s'est rendu compte, n'est précisé nulle part, ni dans les discours, ni dans le statuts du parti, ni dans quelques autres documents que ce soit. Le silence est total sur cette question. Et pourtant, elle est de la plus haute importance car elle est à la base des choix politiques du régime. Un parti social démocrate, se préoccupe d'avantage des démunis que des nantis. Tandis qu'un parti conservateur ? Fait tout le contraire. On peut sans doute s'expliquer par-là le fait qu'un très grand nombre des détourneurs de fonds publics qui défrayent la chronique actuellement au Cameroun, en soient membres, bien mieux, siègent, parfois même, à son Comité Central, et, dans certains cas, à son Bureau Politique.

AUTONOMIE DE FACADE DU PARTI MAINTENUE

Le Président de la République a sonné le tocsin de la confusion entre le RDPC et l'administration. Il est allé plus loin. Il s'est attardé sur le financement de celui-ci, pour bien montrer que l'heure de l'autonomisation de cette formation politique a sonné. Mais, dans le même temps, les Camerounais que nous sommes ne peuvent manquer de se demander si le RDPC est véritablement en mesure de voler de ses propres ailes ? Y a-t-il une vie possible du RDPC en dehors du budget de l'état, du budget des sociétés

publiques, du financement des " personnes ressources " haut placées dans l'administration ou le secteur parapublic ? La question reste posée. Cela tient à la nature de ce parti politique. Comme sa mère l'UNC, et son aïeul l'UC, c'est le pouvoir qui a donné vie au RDPC, et non le contraire. Le RDPC n'est ainsi qu'une excroissance de celui-ci, son appendice. Un appendice peut-il s'autonomiser ? La réponse est connue d'avance : non.

LE STATU QUO AU NIVEAU DU COMITE CENTRAL

On se serait également attendu à ce que le congrès extraordinaire du RDPC soit suivi d'un autre congrès, mais, celui-là, ordinaire, pour débattre, enfin, des problèmes de fond de ce parti. Il n'en a rien été. Peut-être qu'un congrès de ce type n'arrangeait pas forcément les intérêts d'innombrables barons du régime embusqués dans ce parti. On pense ainsi, notamment, au renouvellement des membres du Comité Central tout comme ceux du Bureau Politique. Il se trouve que ces deux instances du parti sont, d'une part quelque peu dégarnies- des personnes qui y figurent sont décédées ou en détention - d'autre part déjà usées, et à ce titre, on peut penser qu'elles se constituent, actuellement, ni plus ni moins, en obstacle de l'innovation au sein du parti. Elles sont devenues, tout bonnement, des apparatchiks, au sein du parti gouvernemental. On se rend

compte qu'elles y génèrent l'inertie, et rien d'autre. Aussi, lorsque le Président National évoque la question de la transformation du parti en structure de réflexion, on ne peut manquer de lui présenter ce glacié qui se situe, d'une part au sommet de son parti, d'autre part, tout autour de lui.

LA JUVENISATION ET LA FEMINISATION DU PARTI

Ce sujet, il va sans dire, n'est rien d'autre qu'un véritable serpent de mer. On en parle énormément. On en parle tout le temps. On en parle depuis longtemps. On ne manque pas une occasion pour en parler. Mais au final, on

est déçu. Les femmes du parti, demeurent jusqu'à ce jour, confinées dans le rôle de chanteuses et de danseuses, pour ne pas dire davantage. Quant aux jeunes, on les compte au bout des doigts tant au sein du Comité Central que du Bureau Politique. En ces lieux règne tout bonnement la misogynie et la gérontocratie ■

La Rédaction

LE RETOUR DE LA "RIGUEUR ET MORALISATION" COMME SLOGANS POLITIQUES

"La rigueur et la moralisation" demeurent les mots d'ordre du Renouveau. Le RDPC doit en donner l'exemple " : tels ont été les propos du Président de la République, lors du récent congrès extraordinaire du RDPC. On revient au slogan conçu par Ahmadou Ahidjo au Conseil National de l'UNC en 1982.

Même si le Chef de l'Etat a eu recours au cours du récent congrès du RDPC à son discours du début de son règne, et qui portait sur la " rigueur et moralisation ", pour évoquer la question de la désignation des candidats à l'investiture du parti on ne peut que se réjouir qu'il ait choisi de remettre à l'ordre du jour ces slogans. Le fait qu'il ait eu à les prononcer, de nouveau, est quelque chose de fondamental en cette période où sur le plan international, on voit sa réputation au plus bas, et où les dignitaires du régime sont l'objet de poursuites judiciaires pour cause de détournement de fonds publics.

QUESTION DE CONTENU

Mais, tout le problème qui s'est toujours posé avec ces slogans, a été sans nul doute, leur contenu. Qu'entendait-on par " rigueur dans la gestion " et " moralisation des comportements " ? Grosse question. Nulle part, en effet, l'auteur de ces propos ne s'est jamais, lui-même, expliqué à ce sujet. C'est plutôt la population qui s'est littéralement lancée dans l'exégèse de cette pensée présidentielle, tellement elle était obsédée par le désir d'en découdre avec les mœurs en vigueur au Cameroun, à la fin des années soixante dix, et au début des années quatre-vingt. Elle s'est alors spontanément mise à lui attribuer un contenu. C'est ainsi que, par

exemple, Jojo Ngalle s'y est essayé dans son morceau "Rigueur". Eboa Lottin, également, dans une de ses chansons où il éclatait d'un rire sarcastique après avoir déclaré "tu n'emportes rien !" s'est efforcé de donner un contenu à ces mots d'ordre, lorsqu'ils ont été popularisés. Même au niveau du parti, les exégètes se sont retrouvés sans inspiration, pour dire aux Camerounais ce qu'il fallait entendre par "rigueur" et "moralisation".

CES SLOGANS AUJOURD'HUI

Sans toutefois exiger du Président de la République qu'il rédige un " manifeste de la rigueur et de la moralisation des

comportements " dès lors qu'ils sont ramenés au goût du jour, il serait, malgré tout, normal que la population en réclame un peu plus. Une définition de ces slogans s'impose véritablement pour permettre à la population de ne plus se contenter du sens commun. Il n'est pas juste de dire " tout le monde sait ce que cela veut dire ", pour la simple raison que tout le monde n'a pas le même niveau d'entendement. Il faudrait que l'on sache où commence la rigueur dans la gestion, et où s'arrête-elle. Comment qualifier un gestionnaire qui ne détourne le moindre centime de l'Etat, mais qui dans

le même temps, s'offre un véhicule administratif de quatre vingt millions de francs, ainsi que le font, quotidiennement, les hauts fonctionnaires camerounais ?

De même, comment qualifier un citoyen qui soude un autre, condition imposée pour lui attribuer un marché ou lui faire passer un concours ? Comme les milieux homosexuels français sont en train d'exercer des pressions sur le gouvernement camerounais afin qu'il dépénalise l'homosexualité, on le voit, ces slogans qu'a de nouveau prononcés le Président de la République, ont, pour emprun-

ter le langage de l'informatique des liens hypertextes importants. Or, lorsqu'ils commencèrent à être popularisés, le Président de la République après les avoir prononcés, a tenu à préciser que " le RDPC doit en donner l'exemple ". Nous revenons au point de départ. Quand y a-t-il absence de " rigueur " ? Tous les pédés du RDPC doivent-ils être dénoncés et exclus du parti ? Ou bien doit-on considérer qu'ils se confondent, par leur déviance, à l'idée de moralisation des comportements ? Un véritable casse-tête, c'est le moins que l'on puisse dire....

K. E.

LES RENDEZ-VOUS MANQUES DES "MODERNISTES" DU RDPC

A l'occasion du 3e congrès extraordinaire du RDPC du 21 juillet, on se serait attendu à ce que les " modernistes " du RDPC donnent de la voix. Il n'en a rien été.

Qui n'a entendu parler, il y a un peu plus de deux ans, des " modernistes " du RDPC ? C'était un groupe de militants de ce parti qui prônaient le retour, au RDPC original, c'est-à-dire, au discours fondateur, si l'on peut dire, de ce parti politique, et qui portait sur la " rigueur dans la gestion de la chose publique, la moralisation des comportements individuels et collectifs, et enfin, la démocratisation de la vie politique natio-

nale". Leur tête de file, on s'en souvient, était Milla Assouté, un militant actif du RDPC par ailleurs membre du Comité Central. Au nombre des membres de ce courant politique, se trouvaient de nombreux cadres camerounais militants du parti gouvernemental, dont les figures les plus en vue étaient Emmanuel Mvé Efova Mbozo'o, Albert Mbida, Penda Ekoka, Hubert Mono Ndzana, etc.

LIVRE BLANC

Aussitôt constitué, ce courant politique, au sein du RDPC, s'est fait connaître, du grand public, par la publication d'un manifeste intitulé " livre blanc des modernistes du RDPC ". Dans celui-ci les auteurs faisaient une critique acerbe du RDPC, à un point tel que, on aurait pu penser que ce document avait été rédigé par des militants du SDF, ou de quelque autre formation politique de l'opposition.

Le livre à l'époque avait fait grand bruit, et aurait suscité un réel débat au sein de l'establishment politique camerounais. Mais bien vite, ce succès avait généré la peur au sein de ce groupe, et des défections de membres s'en étaient suivies. Nombreuses furent en effet les personnes qui avaient entrepris de démentir, publiquement, quelque appartenance que ce soit à ce courant politique. N'empêche. Milla Assouté, pour sa part, n'avait pas reculé dans son désir de ramener le RDPC à son discours fondateur.

PRESIDENTIELLE D'OCTOBRE 2004 : PREMIER RENDEZ-VOUS MANQUE

Sur ces entrefaites, était survenue l'élection présidentielle de 2004. Le groupe des " modernistes " avait décidé de participer à cette compétition électorale. C'était l'occasion rêvée, pour eux, de prendre d'assaut, et le parti, et le pouvoir. Mais c'était sans compter avec la couardise traditionnelle des Camerounais. C'est ainsi qu'au fur et à mesure que se rapprochait l'échéance, les défections se faisaient de plus en plus nombreuses dans les rangs de ce courant politique. Cette érosion de membres a été telle que, le malheureux Milla Assouté s'est retrouvé pratiquement seul à tenter l'aventure présidentielle. Les choses se sont

d'autant plus compliquées, pour lui, que son principal challenger, le Président National du RDPC, qu'il attendait affronter au cours d'un vote d'investiture, a esquivé, en sa qualité de candidat naturel du RDPC, ce piège cousu de fil blanc, en se portant candidat sans investiture aucune du parti, mettant tous les militants de cette formation politique devant le fait accompli. Il ne leur est plus resté qu'à entériner la candidature, et Milla Assouté, à tenter de se porter candidat hors du RDPC. Echec lamentable.

CONGRES DU 21 JUILLET 2006 : SECOND RENDEZ-VOUS MANQUE

Au lendemain de la débâcle de l'aventure présidentielle, les " modernistes ", du moins ce qu'il en restait, s'étaient retrouvés groggy. Ils l'étaient d'autant qu'ils se sont retrouvés confrontés à de la concurrence au sein du RDPC, suite à la naissance de la fameuse " génération 2011 ". Du mois d'octobre 2004, au mois de juillet 2006, ils n'ont fait que raser les murs, ne se faisant plus entendre du tout, débordés qu'ils le sont par la " génération 2011 ". Mais, ils auraient pu sortir du bois, ne serait-ce que pour sauver la face, à l'occasion du congrès extraordinaire du 21 juillet. Mais, cette fois-ci, encore, ils n'ont pu rien faire du tout, c'est à peine si on a encore

entendu parler d'eux. Et pourtant, avec la reprise de la Présidence du RDPC par Paul Biya, et surtout compte tenu de ce que ce dernier, lui aussi, semble redécouvrir l'importance du discours du départ, au point où il l'a remis à l'ordre du jour en évoquant de nouveau la question de la " rigueur et de la moralisation ", le courant " moderniste " est en mesure de reprendre du poil de la bête. Mais, jusqu'à ce jour, il demeure toujours aphone. Comment ne pas conclure qu'une merveilleuse occasion de revenir sur le devant de la scène politique est en train de lui filer entre les doigts ? Peut-être est-ce tôt pour le dire ? Sans doute. Mais, en politique, il y a des silences qui ressemblent à des capitulations. Il faudrait que les " modernistes " en tiennent compte...

La Rédaction



JOURNAL DE LA LIGUE POUR L'ÉDUCATION DE LA FEMME ET DE L'ENFANT (LEFE)

Révisé de déclaration
N° 00309 du 05 Août 1993

B.P. 14702 Yaoundé, Cameroun
Tél. : (237) 984.33.35

e-mail : pauline_biyong@yahoo.fr
lacity2000@yahoo.fr

Directeur de Publication :
Pauline BIYONG

Rédaction
Alexandre KUMA - Jean Paul KON
Adolphe Claude MBALLA
Jacques Séraphin NDONGO

Mise en Page
Cyberline : 221.72.13

Imprimerie
CAULY Print : 221.12.97

OUVERTURE DU RDPC A D'AUTRES FORMATIONS POLITIQUES : MYTHE ET REALITE

La rumeur fut un moment persistante, celle selon laquelle la hiérarchie du RDPC serait habitée par le désir de transformer ce parti politique en une sorte de UMP, entendez, parti de la majorité présidentielle.

Le RDPC pourrait s'agrandir par son ouverture à d'autres formations politiques en activité au Cameroun. Il deviendrait, ainsi, une sorte de UMP à la camerounaise, c'est-à-dire, une grande formation politique constituée de toutes celles qui participent, actuellement au gouvernement. La rumeur, un moment a été très forte, au point où selon des sources dignes de foi, des réunions de concertations se seraient tenues à plusieurs reprises dans différentes formations politiques de la coalition gouvernementale pour étudier cette question. Et selon toujours ces sources, c'est de cette manière que s'expliquerait la présence d'A. Frédéric Kodock, Secrétaire Général de l'UPC par exemple, ou de Tabi Owono, le Président de la MEC aux premières loges, parmi les invités au récent congrès extraordinaire du RDPC.

Quelle est la part du réel et celle de l'imaginaire dans tout ceci ?

PARTI DE LA MAJORITE DE FAIT

De prime abord, déjà on ne peut manquer de relever que cette fameuse UMP, à la camerounaise, existe déjà bel et bien. En effet, la

différence sur le plan idéologique, entre le RDPC, l'UPC version Kodock, le MDR et l'ANDP est bien minime, pour ne pas dire, quasi-nulle. Chacune de ces familles politiques s'efforce de se singulariser des autres, naturellement, mais, pour l'essentiel, elles sont toutes semblables, les unes des autres. Toutes parlent, avec amphase, du " succès éclatant " que représente, pour le Cameroun l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE. Chacune d'elle évoque, pour se donner bonne conscience, le chômage des jeunes, mais ne propose, dans le même temps, aucune solution valable à la résolution de ce problème. Et puis, elles sont toutes animées de la même préoccupation, ne pas perdre le pouvoir, le conserver, ensemble, même si sa répartition est quelque peu inéquitable.

LA RECONSTITUTION DE L'UNC

Cette question de la création d'un grand parti de la majorité, revient tout bonnement à reconstituer l'UNC, c'est-à-dire le parti unifié d'avant la démocratie. En ce temps-là, on s'en souvient, les personnalités qui se sont émancipées, en 1991, du RDPC, pour

aller créer d'autres formations politiques notamment l'UNDP en premier lieu, puis l'UPC- Il ne faudrait pas oublier que Augustin Frédéric Kodock, Eugène Wonyu, Thomas Melone, Henri Hogbe Nlend, furent d'ardents militants du RDPC, de 1985 à 1990- en étaient toutes membres. Leur décision de se retirer du RDPC était mue, essentiellement, par le désir de se placer en situation de mieux négocier une place au soleil du gouvernement. En demeurant des militants de base du RDPC, voire même des élus de celui-ci, les chances d'accéder à la table du festin gouvernemental étaient bien faibles. Tout le problème, pour les démissionnaires du RDPC, a consisté, par la suite, à habiller leur départ. Pour l'UNDP, l'argument fondamental utilisé, et qui, du reste, a engrangé le plus de troupes à cette formation politique, a été la nostalgie de l'ère Ahidjo présentée comme un Eden pour le Cameroun. Pour l'UPC, c'est le discours nationaliste d'avant l'indépendance qui a été utilisé. Les photos de Ruben Um Nyobè, Ernest Ouandié, Ossendé Afana, Félix Moumié, ont été sorties des placards pour être brandies à la face du Camerounais. Mais, tout ceci n'était que démagogie. On le voit

bien aujourd'hui, il n'y a jamais existé de conflit idéologique entre les ex-membres du RDPC et ceux qui ont continué à en être des militants. Tout était question, au mieux, de personnes, au pire, de place à la mangeoire. En conséquence, l'idée de la création d'une UMP à la camerounaise ne présente, finalement, que comme de grandes retrouvailles politiques, entre protagonistes en accord sur l'essentiel, d'autant plus que, âge aidant, il ne leur reste plus une décennie de vie, et par conséquent, d'activité politique. Ce serait donc une union pour se garantir une existence paisible, sur le plan financier de la part des leaders politiques concernés.

LE CAS DE L'UPC, DU MDR, ET D'AUTRES

La situation des formations politiques telles que le MDR de Dakolé Daïssala, l'ANDP d'Hamadou Moustapha ou la MEC de Joachim Tabi Owono est toute différente. Pour le MDR, et l'ANDP, l'entrée dans une telle formation politique coule de

source, pour la simple raison que, de troupes véritables, ces deux partis politiques n'en disposent pratiquement plus. L'ANDP n'est jamais parvenue à conquérir le moindre mandat électif, nulle part, malgré un activisme débordant, il y a quelques temps. Quant au MDR, il n'est plus manifestement en situation de remporter de nouveaux six mandats électifs à l'Assemblée Nationale comme en 1992. Enfin, pour ce qui est de la MEC de Joachim Tabi Owono, ce parti politique semble être créé pour ne résoudre qu'un problème ponctuel : procurer un emploi à son Président. C'est de cette manière que s'explique son soutien, en 2004, à la candidature de Paul Biya à l'élection présidentielle, alors qu'il s'était opposé à lui lors de l'élection précédente.

UN FRONT COMMUN CONTRE LES EXTREMISTES

Mais, bien au-delà de toutes ces considérations et manœuvres opportunistes, l'idée de la création d'une grande formation politique

de la majorité est également mue par une autre préoccupation, même si celle-ci ne semble pas particulièrement évidente ; constituer un front commun contre ces formations politiques extrémistes du genre SDF. Cette UMP à la camerounaise, se situerait, sur le plan idéologique au centre-droit-conservateur surtout, et vaguement réformiste et relèguerait aux extrêmes les partis politiques qui ont recours à la violence, ou qui développent un discours ultra-conservateur tel que le fait l'UFDC d'Hameni Mbialeu, l'UDC de Ndam Njoya de par ses accointances avec l'Islam ou encore qui prônent la révolution comme le MANIDEM d'Ekanè Anicet, sans omettre les partis anarchistes tels que le MP de Jean-Jacques Ekindi, ou Djeukam Tchameni le professionnel de l'insurrection ou alors ceux franchement marginaux comme ceux qui prônent le passage, sans étage aux "Etats Unis d'Afrique" d'Hubert Kamga. Tout ceci n'est que supposition ? L'avenir nous le dira.

La Rédaction

VIE ET MORT DE LA GENERATION 2011

Dans les luttes que se mènent les Camerounais pour la conquête du pouvoir, s'est constituée une nébuleuse qui a fini par prendre pour appellation, "Génération 2011".

" Génération 2011 ". Tout le monde a fini par entendre parler de cette appellation, soit par voie de presse, soit par voie de discussion avec des connaissances. Aujourd'hui, il est possible de mieux cerner les contours de celle-ci, à la lumière des derniers

développements de la politique nationale, et, plus particulièrement, de toutes les polémiques qui ont précédé l'ouverture du récent congrès extraordinaire du RDPC.

GENERATION 2011 : QUI ES-TU ?

Il n'est pas aisé de répondre à cette interrogation. Toutefois, en procédant à de nombreux recoupements et en analysant le comportement de nombreux acteurs

politiques, plus particulièrement ceux qui siègent au gouvernement ou au sein de la haute administration, on peut dire, sans risque de ce tromper que, "la Génération 2011" est constituée de hauts cadres de la fonction publique camerounaise qui, en se basant d'une part sur la limitation du mandat présidentiel par la Constitution, le Président de la République en est à son second et ultime septennat et d'autre part, sur le terme de ce mandat présidentiel qui aboutit à l'organisation de la prochaine élection présidentielle en 2011, se mobilisent pour accéder au pouvoir à cette date là. Des noms ? Il existe plusieurs mais ceux qui reviennent le plus souvent, sont ceux de Polycarpe Abah Abah, Atangana Mebara, comme têtes de file, et dans une moindre mesure, ceux de Marafa Hamidou Yaya, Michel Fotso, Paul Ngamou (le liquidateur de la Camair)... Mais ceux-ci sont les plus cités.

COMMENT EST-ELLE NÉE ?

Tout réside dans son appellation. Elle est née, tout naturellement, à l'ouverture du second septennat du Président de la République, soit à la fin de l'année 2004, tout juste après la formation du gouvernement des "grandes ambitions", pour entamer un marathon de novembre 2004, avec pour point d'arrivée

la Présidentielle de 2011, étant entendu que, conformément à la Constitution, il ne sera plus possible à Paul Biya de se porter de nouveau candidat à cette élection. Il s'est agi, pour ce groupe d'individus, d'occuper, autant que possible, le terrain politique, d'autant que, à l'évidence, cette élection sera ouverte, dans la mesure où à l'évidence, le Président de la République n'envisage nullement de désigner quelque dauphin que ce soit. Donc, tout baron du régime a les mêmes chances de lui succéder, pour peu qu'il parvienne à s'emparer de la machine du parti, c'est-à-dire du RDPC.

CONGRES EXTRAORDINAIRE DU 21 JUILLET OU SON COUP D'ARRÊT MOMENTANÉ

C'est dans ce contexte qu'est venu se tenir le congrès extraordinaire du RDPC du 21 juillet dernier. L'enjeu de cette rencontre était simple : qui conquerra le parti, conquerra le pouvoir en 2011. Et cette conquête du parti, comporte deux aspects : La conquête de la Présidence, étant entendu que son Président en est le candidat "naturel" à l'élection présidentielle, conformément aux statuts du parti, et la conquête du Comité Central. Pourquoi la conquête du Comité Central du RDPC s'avère-t-elle capitale ?

Réponse : Paul Biya ne pouvant plus se porter candidat à sa propre succession en 2011, il faudra que le RDPC désigne un autre candidat. Dans ce choix, on comprend le rôle essentiel du Comité Central. C'est le courant politique qui le dominera qui sera en mesure de détenir la décision finale au moment du choix du candidat, même si celui-ci doit s'effectuer par consensus.

Le 21 juillet 2006, le Président de la République a renvoyé tout le monde dos à dos : modernistes, conservateurs, génération 2011. Passé maître dans l'art de l'esquive, il a réduit le congrès du RDPC à un seul point de l'ordre du jour : sa réélection. Bien mieux, il n'a dévoilé le contenu qu'installé dans la salle. Quelque temps auparavant, il a mis sous l'éteignoir, des figures très en vue de son régime, en confiant l'organisation de ce congrès à un "has been" désormais sans avenir politique aucun, compte tenu à la fois de son âge et de son état de santé : Joseph Charles Doumba, ci-devant Secrétaire Général du RDPC, ce faisant, il a publiquement désavoué Grégoire Owona, l'adjoint de Doumba, qui venait, quelques heures auparavant, sur les ondes de la CRTV, de renvoyer au calendes grecques la tenue du congrès du RDPC.

Le Secrétaire Général du parti s'est engouffré dans cette brèche ouverte par le Président de

la République, en écartant de l'organisation du congrès, toutes les personnes identifiées comme étant de potentiels postulants au pouvoir suprême. A-t-il procédé de son propre chef ? l'a-t-il fait sur instructions du Président de la République et, en même temps, Président National du RDPC? Comment savoir? Toujours est-il que aucun des noms des personnes qui sont le plus souvent citées comme appartenant à la " fameuse génération 2011 " n'a été retenu. Le

coup a été dur pour celles-ci. Elles ont, du coup, découvert une chose de la plus haute importance : le Président de la République désire demeurer maître du jeu. Pis encore, dans son discours de politique générale, rien n'indique qu'il se considère comme étant en fin de carrière politique.

Traduction : Il n'est pas exclu qu'il envisage d'entamer un troisième septennat. La Génération 2011 se retrouve t-elle ainsi brisée ? Si oui, il ne lui resterait plus

qu'à se transformer en "Génération 2018", ou alors, à œuvrer pour un vote négatif de quelque réforme constitutionnelle que ce soit, devant autoriser le président de la République de rempiler en 2011. Mais cette bataille-là, a-t-elle les moyens de l'entamer ? Et si oui, a-t-elle les moyens de remporter ? Ça, c'est une autre histoire ■

La Rédaction

LA QUESTION DE L'ALTERNANCE AU POUVOIR ET LES PARTIS POLITIQUES CAMEROUNAIS

La démocratie, on l'oublie souvent, c'est le règne de la majorité sur la minorité, certes, mais aussi, concomitamment, le règne de l'alternance au pouvoir.

Une alternance politique est-elle possible, dans l'état actuel du paysage politique camerounais ? Question fondamentale que celle-là, et qui se situe au centre de la démocratie camerounaise. En d'autres termes, telle que fonctionne la démocratie, dans notre pays, nous est-il possible d'assister à une alternance au pouvoir ? Pour répondre à cette interrogation, il importe d'aborder la question de l'alternance dans ses deux aspects: alternance, sur le plan idéologique, d'une part, et alternance entre la coalition gouvernementale et l'opposition, d'autre part.

L'ALTERNANCE IDEOLOGIQUE

Celle-ci, dans le paysage politique camerounais tel qu'il se présente à ce jour, ne se conçoit pas. La raison ? Pour que cette dernière puisse se produire, il aurait fallu qu'il existât une différenciation idéologique entre les formations politiques en compétition sur l'échiquier national. Malheureusement, tel n'est absolument pas le cas. La totalité des partis politiques qui, par les suffrages qu'ils remportent lors des différentes confrontations électorales, dominant la scène politique nationale, ne sont tous, ni plus ni moins, que des partis conserva-

teurs, c'est-à-dire des partis de droite. Aucune de ces formations politiques, malgré les différentes appellations qui sont les leurs, n'est, soit social-démocrate, soit socialiste, encore moins marxiste. Pis encore, il existe, parmi elles, celles qui sont proches de l'extrême droite. C'est le cas du *Social Democratic Front*, SDF. Ce parti, de par le fait qu'il entretient une milice dont il se sert pour réduire au silence ses adversaires politiques, se présente tout bonnement comme un parti fasciste. Les méthodes auxquelles il a recours, sont celles inaugurées par Benito Mussolini, en Italie, au lendemain de la première guerre mondiale, et reprises par Adolf

Hitler, en Allemagne, avec à la fois plus de succès et, malheureusement, plus de dégâts. C'est le cas, également, dans une moindre mesure, de l'*Union Démocratique du Cameroun*, UDC, qui, par sa forte propension à évoquer la morale, se rapproche du discours classique des mouvements politiques d'extrême droite, à travers le monde.

En conséquence, si, d'aventure, le RDPC était évincé du pouvoir, au profit de l'un de ces mouvements, UPC, UNDP, UDC ou SDF, il n'y aurait strictement aucune alternance idéologique. Ce à quoi l'on assisterait, probablement, serait une gestion différente de l'Etat, et une conduite différente de la politique nationale, et rien d'autre. On n'assisterait à aucune nationalisation, à aucune redistribution de la richesse au bénéfice des classes défavorisées, à aucune politique de ce genre.

L'ALTERNANCE ENTRE LA COALITION GOUVERNEMENTALE ET L'OPPOSITION

Au regard de l'implication de l'administration dans le processus électoral, de manière outrageusement partisane, en faveur du RDPC, d'une part, et de l'absence de professionnalisme qui caractérise, d'une manière générale, les hommes politiques camerounais, toutes tendances confondues, d'autre part, il est illusoire de s'attendre à un renversement de la coalition, dans le Cameroun de ce jour. Dès que l'on évoque la question de la prise de pouvoir par

l'opposition, dans notre pays, des voix s'élèvent, quasi-spontanément, pour déplorer l'absence d'une structure de gestion indépendante du processus électoral. Cette vision des choses est, malheureusement, des plus erronées. Les énormes carences qui sont la caractéristique principale des formations politiques en présence au Cameroun, actuellement, ne seront nullement comblées par quelque organisme électoral indépendant qui serait institué. C'est un leurre.

L'alternance politique, majorité, opposition, ne pourra se produire, au Cameroun, que le jour où les formations politiques de l'opposition, d'une part opèreront une différenciation idéologique nette avec ceux au gouvernement, et d'autre part, se seront dotés d'une véritable stratégie de conquête du pouvoir. Ce qui, malheureusement, est loin d'être le cas, à l'heure actuelle. L'opposition camerounaise - tout comme la coalition au pouvoir du reste - est plutôt empêtrée dans des considérations tribales, du genre, le Nord face au Sud, les Anglophones face aux Francophones, les Beti face au "pénil" Bamiléké, etc. Ceci se traduit, par exemple, par le fait que, la plupart des leaders politiques de l'opposition, ont, au lendemain de la présidentielle de 2004, entrepris d'établir une corrélation entre les portefeuilles ministériels attribués, aux uns et aux autres, et les budgets attribués, de ce fait, aux différents groupes ethniques. Exemple, la Province du Centre, à travers ses Ministres, gère un bud-

get de X, tandis que la Province du Nord, quant à elle, à travers ses Ministres, également, ne gère qu'un budget fort modique de Y. Une aberration.

LA NOUVELLE ALTERNANCE

Face à cette situation qui n'est pas spécifique à notre pays, les grands de ce monde semblent avoir opté pour une politique de coups de pouces discrets, soit à des militaires, soit à des personnalités inattendues, véritables outsiders, pour venir jouer le rôle de justiciers. On le voit, ces jours-ci, avec le récent coup d'Etat survenu en Thaïlande, en pleine Assemblée Générale des grands à New York. On l'a vu, également, au début des années 90, avec l'obligation faite aux Chefs d'Etat africains de nommer des Premiers Ministres en provenance d'institutions financières internationales, dans leurs pays respectifs. Une autre formule a été aussi celle qui consistait à déposer des régimes à travers les fameuses "conférences nationales souveraines" qui ont secoué l'Afrique pendant la même période.

Quoi qu'il en soit, si telle est la volonté des grands, il n'est pas exclu que l'alternance puisse se produire, au Cameroun, en dehors des voies classiques et attendues. Ce que nous ne souhaitons, évidemment, pas. 2011, Paul Biya légaliste, ne va certainement pas modifier la Constitution ■

A. K.

LE POIDS DES VOIX PAR DEPARTEMENT (SUITE P6)

.....

N° D'ORDRE	DEPARTEMENT	VOTE EN FAVEUR DE PAUL BIYA ELECTION OCTOBRE 2004
41	HAUTS PLATEAUX	23 586
42	HAUT NKAM	23 340
43	NOUN	22 384
44	DONGA MANTUNG	21 262
45	MEFOU ET AKONO	20 659
46	MIFI	18 719
47	BUI	18 204
48	MEZAM	17 796
49	FARO	17 772
50	FARO ET DEO	15 872
51	DJEREM	15 148
52	NDE	15 090
53	KOUNG-KHI	12 765
54	NKAM	11 482
55	NGOKETUNJA	11 457
56	MOMO	11 138
57	MENCHUM	5 882
58	BOYO	2 088

LE POIDS DES VOIX PAR PROVINCE

.....

N° D'ORDRE	PROVINCES	VOTE EN FAVEUR DE PAUL BIYA ELECTION OCTOBRE 2004
1	EXTREME-NORD	684 629
2	CENTRE	525 375
3	NORD	247 310
4	SUD	220 693
5	OUEST	191 350
6	EST	190 733
7	SUD-OUEST	186 460
8	LITTORAL	169 886
9	ADAMAOUA	161 096
10	NORD-OUEST	87 827